

Monarchie libérale :

La Monarchie de Juillet (1830-1848)

Publié le 27 octobre 2008 par Dio

Chapitre 2 Un essai de monarchie libérale: la Monarchie de Juillet (1830-1848)

On peut se demander pourquoi on distingue la monarchie de Juillet de la Restauration, puisqu'on reste en monarchie, que la constitution reste la même (Charte de 1814). On parle de nouveau régime car il y a une rupture dynastique. On parlait de "restauration" car on revenait à la dynastie de l'ancien régime. En 1830, la révolution permet l'accession au trône à un roi qui n'était pas dans la dynastie des Bourbons. C'est en ce sens qu'il y a rupture dans le régime. Ce roi appartient à la branche cousine des Bourbons, les Orléans, qui n'auraient pas dû régner. Le mode de désignation de ce roi est en totale rupture, puisqu'il sera élu par les députés.

A partir de 1830, les monarchistes sont partagés en deux tendances: les orléanistes, et les légitimistes.

Il s'agit donc bien d'un autre système.

1) La révolution de juillet 1830

a) Crise économique et maladresses royales

Au milieu des années 1820, la France connaît une crise économique, notamment industrielle. Par excès de confiance, il y a eu excès de production et de spéculation. Cette crise a commencé à toucher Londres puis Paris. Elle se caractérise par de nombreuses faillites et un fort développement du chômage.

Ce chômage mets des milliers de gens dans les rues de Paris, prêts à faire le coup de poing.

Dans le même temps, la difficulté se manifeste également dans les campagnes. En ce début du XIXe siècle, l'agriculture est extrêmement archaïque, sans aucun outillage ni engrais chimiques. Cette agriculture est soumise aux aléas de la nature. En 1820, les récoltes sont mauvaises.

Cela va se traduire par des tensions dans certaines régions, des rixes sur les marchés, des convois de produits alimentaires attaqués par des paysans affamés. Les problèmes d'alimentation sont d'autant plus important que les moyens de transport sont très réduits, rendant très difficile voire impossible l'acheminement de réserves.

Dans ce contexte économique précaire viennent se greffer les maladresses de Charles X. En 1829, il décide de ne plus tenir compte de l'état de l'opinion pour composer les gouvernements (en fonction donc des majorités à la chambre, des opinions de la presse, etc). Il va par exemple appeler comme ministre le prince de Polignac, ancien émigré, d'autant plus impopulaire car marié à une anglaise (alors que l'Angleterre reste l'ennemi traditionnel de la France). Charles X nommera également Bourmont, connu pour ses retournements de veste politique, d'abord Chouan sous la Révolution, rallié à Napoléon 1er, le trahissant ultimement pour redevenir monarchiste à la chute de l'empire. Lui non plus n'est donc pas très aimé de l'opinion.

Lors de l'ouverture de la session en 1829, la chambre des députés proteste et critique le fossé qui existe entre le gouvernement et l'élu de la population. Ils vont utiliser alors un des seuls droits qu'ils

avaient dans la Charte, le droit d'adresse au roi. Elle remporte une majorité avec 221 voix sur 410, l'Adresse des 221.

Face à cela, Charles X aurait pu s'effacer, mais étant très réactionnaire, il dissout la chambre des députés, pensant que la réélection amènerait une nouvelle majorité. Ces élections sont un échec, puisque dans la nouvelle chambre, 274 députés élus sur 410 seront opposés à Charles X (soient 53 de plus qu'avant l'adresse des 221).

N'étant pas raisonnable, Charles X adopte des mesures exceptionnelles, quatre ordonnances prenant les dispositions suivantes:

- Censure de la presse
- Dissolution de la chambre des députés
- Système électoral transformé, réduction du nombre de députés à 238
- Nouveau calcul du cens, la patente et l'impôt sur les portes et fenêtres ne seront plus pris en compte.

Il reste donc les grands propriétaires terriens, souvent des nobles. Ont été éliminés ceux qui doivent leur richesse à leur activité: la bourgeoisie libérale, la haute bourgeoisie.

b) De la résistance à la révolution

Les journalistes sont les premiers à réagir. Ils rédigent une protestation assez significative puisqu'elle se fait au nom de la Charte en présentant les ordonnances de Charles X comme un coup d'état. En clair, ils désignent le roi hors la loi.

Comme la censure a été rétablie, le 27 juillet 1830 la police va détruire les presses à imprimer des journaux d'opposition. A partir de là, le mouvement s'amplifie, et durant la nuit du 27 au 28, de jeunes républicains formés dans les sociétés secrètes encadrent le peuple des faubourgs qui élève des barricades. C'est le moment où le mouvement devient révolutionnaire. On assiste assez vite à des combats, les insurgés vont piller des armureries, le roi va quant à lui envoyer l'armée qui va elle en bonne partie fraterniser avec les insurgés, proches du peuple. Le roi ne peut finalement compter que sur ses gardes suisses et la garde royale.

Bien que courts, les combats sont rudes. 800 morts et 4000 blessés du côté des insurgés. Le 29 juillet, Paris est aux mains des insurgés. La révolution a donc duré trois jours. On en parlera plus tard comme les Trois Glorieuses, pour les partisans de cette révolution.

Charles X quitte Paris le 30 juillet dans la nuit pour l'Angleterre, le pouvoir est donc vaquant.

Les différents acteurs de ces journées n'ont pas les mêmes projets. Ceux qui ont combattu dans la rue avec les républicains ne veulent plus de la monarchie, ils ont prévu une monarchie à l'américaine avec un président. Ils proposent à ce poste La Fayette, alors âgé.

Les députés eux sont beaucoup plus modérés, opposés à Charles X, ils restent monarchistes et apeurés par le peuple en arme.

Adolphe Thiers (1er président de la IIIe république par la suite), alors rédacteur d'un journal patriotique, le National, libéral. Il rédige alors une proclamation dans la quelle il explique que la proclamation de la république serait dangereuse, car mettrait la France dans une position où le reste de l'Europe pourrait de nouveaux se mettre en guerre contre elle.

Il propose une solution: fonder une nouvelle dynastie en prenant un candidat fidèle aux idées de la révolution. Ce candidat sera le duc d'Orléans. Issu de la branche cadette des Bourbons, il est le fils de Philippe d'Orléans, surnommé sous la Révolution "Philippe Égalité", qui avait embrassé le mouvement révolutionnaire, siégeant à la convention, régicide. Le fils était donc connu pour sa filiation, pour mener une vie simple, et pour également être Voltairien (refuse le dogme des églises, combattant les intolérances et superstitions) et donc complètement détaché de ses prédécesseurs.

Les députés vont donc contacter le duc d'Orléans, et lui offrir dans un premier temps le titre de Lieutenant Général du Royaume. Le duc accepte, s'engage à respecter la Charte, et au début du mois d'août 1830, les députés votent une révision de la Charte de manière à créer une nouvelle monarchie. Ils déclarent le trône vacant et élisent le duc d'Orléans, roi. Il devient donc Louis-Philippe Ier, Roi des Français.

2) Une révolution achevée?

Les républicains sont floués, on peut se demander s'ils ne vont pas continuer la lutte. Ils ont en cela l'exemple des différentes phases de la Révolution, où différentes tendances ont continué la lutte. Cette volonté de poursuivre la lutte chez les républicains est d'autant plus affirmée que le climat social s'est dégradé, la révolution n'arrangeant rien. Plusieurs éléments d'agitation:

- Agitation sociale sans progrès politique, qui se développe peu après la révolution de Juillet. On peut citer en cela l'exemple lyonnais: la révolte des canuts, les ouvriers de la soie. Ces ouvriers ont une situation relativement privilégiée par rapport à d'autres. Ils travaillent en général dans de petits ateliers, notamment à la Croix Rousse. On avait donc une structure relativement réduite, avec quelques ouvriers et métiers à tisser par appartement, dirigés par des chefs d'ateliers, lettrés, à la conscience politique développée. Une revendication va donc pouvoir se faire jour en octobre 1831: les chefs d'ateliers se regroupent en une commission qui demande une amélioration des salaires, et l'établissement d'un tarif minimum. A l'époque, très faible réglementation de l'économie, les salaires pouvaient donc varier du tout au tout. Certains fabricants acceptent la revendication, d'autres refusent. Le mécontentement gronde, à la fin du mois de novembre 1831, les ouvriers de la Croix Rousse élèvent des barricades. Les choses dégénèrent, des coups de feu sont échangés, des gens meurent, et la révolte s'étend au quartier de la Guillotière. L'armée est envoyée pour mater l'insurrection. Les soldats-citoyens, conscrits de la région lyonnaise, pactisent avec les émeutiers. De peur de voir toute l'armée passer aux émeutiers, la ville est abandonnée aux révoltés, l'armée retirée.
- Les épidémies apparaissent également: le choléra, notamment à Paris, très violente, au printemps 1832. Cette épidémie est très meurtrière: à son pic en avril 1832, on relève 10k mort rien que dans la capitale, en un mois. Ce sont les masses populaires qui sont bien sûr les plus touchés par ces épidémies.

Tout cela crée un climat de peur, rappelant la Grande Peur de la Révolution. Face à cela, le gouvernement réprime par exemple à Lyon, où des troupes extérieures à la région sont envoyées sur place, les autorités suspendues, plaçant la ville sous autorité martiale. Dix mille soldats sont installés sur place, les canuts sont matés et perdent ce qu'ils avaient obtenu: le tarif minimum est aboli.

La dernière tentative républicaine de soulèvement date de juin 1832, marquant la fin des agitations révolutionnaires. Cette tentative a lieu à l'origine d'un général républicain, Lamarque, connu pour ses sympathies républicaines, où certains militants tentent de porter le cercueil de Lamarque au panthéon, donnant lieu au signal du soulèvement populaire de plusieurs quartiers ouvriers de Paris, quelques barricades, des combats, assez gravement pour déclarer Paris ville assiégée, et placée sous autorité martiale. Le gouvernement va de nouveau rétablir l'ordre et 7 personnes condamnées à mort. Afin d'apaiser les tensions, Louis-Philippe commue les sentences en peine de déportation.

3) La dérive conservatrice du régime

a) Entre mouvement et ordre

Dès l'origine, les gens qui soutiennent Louis-Philippe se divisent en 2 tendances:

- *Le parti du mouvement*: adepte des réformes. Pour eux, juillet 1830 est un point de départ vers plus de réformes et de libertés.

- *Le parti de l'ordre*: considèrent que Charles X était allé trop loin, mais que la révolution de Juillet a tout rétabli, et qu'il ne faut plus rien changer.

Vont donc s'alterner mesures conservatrices et réformistes.

Exemple de mesures réformistes: mars 1831, une loi permet aux soldats de la garde nationale d'élire leurs officiers.

Avril 1831: abaissement du cens électoral de 300F à 200F.

D'autres mesures sont plus conservatrices même si elles n'y paraissent pas: loi de juin 1833 sur l'instruction primaire, par Guizot, le ministre de l'Instruction Publique. Cette loi prévoit l'obligation à chaque commune d'ouvrir une école primaire et de payer un instituteur. Cette idée est en fait très conservatrice car met l'accent sur l'éducation religieuse et morale, et doit donc implicitement détourner les gens de la Révolution.

Il n'est pas prévu d'études secondaires, mais de primaire supérieur en ce qui concerne les couches populaires, pour en faire des ouvriers plus compétents, des chefs d'ateliers, mais absolument pas médecins, profs etc. Dans la mesure où les maires recrutaient les instituteurs, eux-mêmes sous l'autorité du préfet, le gouvernement avait la main mise sur le corps enseignant. Cette loi sera très inégalement appliquée, la charge étant laissée aux seules communes.

En juillet 1835, Louis-Philippe, victime d'un attentat assez violent, faisant 18 morts, du quel le roi réchappe. Il s'agit sans doute de l'œuvre d'un opposant isolé, mais le parti de l'ordre va exploiter l'émotion pour obtenir des mesures contre les républicains: en sept 1835 loi sur l'aggravation des délits de presse, une 30e de journaux républicains disparaissent.

b) Essai réformateur de Thiers.

Thiers s'était à la base illustré en journalisme, en proposant la monarchie de Louis Philippe au moment de la révolution de Juillet. Ministre une première fois en 1836, et une seconde en mars 1840. Il forme un ministère et prend la tête d'un gouvernement. Il apparaît comme un libéral. Il apparaîtra dans beaucoup de régimes au cours de l'histoire. Il se réclame de l'héritage de 1789, veut les libertés individuelles, mais pas plus. C'est à la fois un patriote. Entre 1836 et 1840, il écrit l'Histoire du Consulat et de l'Empire, où il est à la fois critique de l'autoritarisme de Napoléon et admiratif de Bonaparte soldat de la Révolution. Lorsqu'il revient au pouvoir en 1840, il essaie d'imposer un nouveau style, de marquer le régime de la marque de la réforme. Il réunit les ministres sans le roi et fait des ouvertures vers la gauche, cherche à obtenir une majorité parmi les députés plus à gauche que ses prédécesseurs.

Il joue sur la fibre patriotique et le souvenir de Napoléon. Thiers entre en négociation avec les anglais pour obtenir le retour des cendres de Napoléon, et les obtient. Il se heurte rapidement à une difficulté: la majorité parlementaire s'oppose à lui sur certaines réformes, notamment sur le fait que tous membres de la garde nationale puisse voter. Thiers, favorable à cette idée, est opposée aux députés de la majorité qui refusent, mettant à jour la limite des pouvoirs de Thiers. Avec le retour des cendres de Napoléon, Thiers, assimilé aux bonapartistes, se met les monarchistes à dos, d'autant qu'en 1840, un certain Louis Napoléon Bonaparte, neveu de l'Empereur, fait un coup d'état à Boulogne. Il est emprisonné au fort de Ham d'où il s'évade et gagne l'Angleterre. Thiers va donc être accusé de favoriser le bonapartisme. Fidèle à ses principes, considérant qu'il n'a plus la confiance des députés, il démissionne à l'automne 1840, après seulement quelques mois de l'exercice du pouvoir. Avec cet échec, les élites ont la conviction qu'il faut de la stabilité, qu'il est nécessaire d'en rester à une oligarchie.

c) Le triomphe de la stabilité du ministère Guizot.

Oct 1840->1841

La préoccupation de Guizot est de conserver une majorité parlementaire stable, de mener une politique indisposant le moins de monde possible, d'où une assez grande stabilité ministérielle à cette époque. On parlera du triomphe du régime des notables qui doivent à leur vie politique à leur richesse. Pour être éligible il faut effectivement payer un cens de 500F, soient en 1840 55k personnes qui peuvent satisfaire cette condition, d'autant que la plus part du temps, les notables n'étaient pas des self made men, mais des héritiers conservateurs.

On voit ce conservatisme de Guizot surtout lorsque des problèmes urgents sont à régler, comme celui de l'esclavage des nègres (= > terme péjoratif désignant seulement les esclaves noirs). A ce moment, la France dispose encore de la Martinique, la Guadeloupe, la Guyane, l'île Bourbon, le Sénégal, où il y a plusieurs dizaines de milliers d'esclaves légalement possédés par des colons blancs. On parle à l'époque de biens matériels ayant une âme...

La condition de ces esclaves variaient d'un maître à l'autre, certains les traitant humainement, d'autres les torturant et les tuant.

Depuis le XVIII s en Europe des voix s'élèvent contre l'esclavage. Les anglais vont assez vite être à la point de ce mouvement, notamment sans doute car le protestantisme (non l'anglicanisme), indépendantes du pouvoir politique n'ont plus admis l'esclavage. En 1833, la Grande Bretagne supprime l'esclavage et va faire pression sur les autres états pour en faire de même. La France se trouve alors dans une position délicate, montrée du doigt par les anglais, d'autant que la France se veut héritière de la Révolution... Guizot lui-même était plutôt favorable à la libération des esclaves. Cela n'arrange bien sûr pas les colons qui ne veulent pas se laisser faire, et vont payer des journalistes pour faire campagne en faveur de l'esclavage. Ces colons sont des monarchistes conservateurs soutenant Guizot, qui a alors peur de s'aliéner leur sympathie. Guizot va donc en 1845 mettre en place le projet de "moralisation" des esclaves pour les préparer à la liberté. L'église va être appelée à jouer un rôle important (sans qu'elle soit forcément d'accord). De la même façon que les lois sur l'instruction, l'idée du programme est de tenir en laisse les esclaves, leur mettant en tête qu'il ne faut pas se révolter accepter sa condition...

Mais à quel moment l'esclave est digne de la liberté? Le gouvernement ne tranchera pas, et il faudra la révolution des 1848 pour trancher la question.

Cela montre l'immobilisme de Guizot et du gouvernement qui ne veut pas blesser la majorité.